

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AEROPORT DE VATRY

51320 BUSSY LETTREE

Références : D3i n° 2023-211
Code AIOT : 0005702982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement AEROPORT DE VATRY implanté 51320 BUSSY LETTREE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AEROPORT DE VATRY
- 51320 BUSSY LETTREE
- Code AIOT : 0005702982
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'aéroport de Vatry est implanté sur des terrains propriété du Conseil Départemental de la Marne. Sa gestion est confiée à l'Etablissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry (EPGAV).

Ce site a fait l'objet de 2 arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter :

- le premier, au nom de la Société d'Exploitation Vatry Europort, signé le 10 juillet 2001, et correspondant au stockage de carburants
- le premier au nom de 'Aéroport de Vatry' en décembre 2005, dans le cadre d'une demande d'autorisation d'exploiter une aire de démantèlement d'aéronefs

La visite d'inspection a porté sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2005 en lien avec l'activité de démantèlement d'aéronefs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations exploitées
- respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2005, relatives à la prévention des pollutions des eaux et des sols

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Entreposage de moyens de transports hors d'usage	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative des installations exploitées	Arrêté Préfectoral du 06/12/2005, article 1.2	/	Sans objet
2	Aire de démantèlement	Arrêté Préfectoral du 06/12/2005, article 2.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été l'occasion de constater l'absence d'activité de démantèlement d'aéronefs, et plus généralement d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de moyens de transports hors d'usage, au droit des terrains couverts par l'autorisation d'exploiter (parcelle cadastrée n° 483).

L'exploitant déclare avoir eu connaissance de seulement 2 opérations de démantèlement d'aéronefs par le passé, en 2004-2005 et 2006.

Toutefois, par courrier en date du 10 mars 2023, l'exploitant a fait savoir qu'il ne souhaite conserver le bénéfice de son arrêté d'autorisation d'exploiter.

En revanche, afin d'anticiper une éventuelle future cessation d'activité et de conserver la mémoire des activités exercées sur le site de l'aéroport, l'exploitant est invité à fournir des éléments quant aux emplacements précis où ont pu être effectuées ces opérations de démantèlement d'aéronefs.

En marge de cette inspection, il est apparu que des carcasses d'aéronefs ont été entreposées sur des terrains de l'aéroport, mais sur une parcelle (parcelle 512) distincte de celle faisant l'objet de l'autorisation d'exploiter. Bien que dans les faits, ce soit la société ASI AVIATION (entreprise effectuant de la maintenance d'aéronef et disposant d'une convention d'occupation temporaire du domaine public de l'aéroport) qui soit à l'origine de ces dépôts, c'est l'EPGAV qui a déclaré une activité ICPE sur ces terrains et qui est donc responsable au regard de la législation des installations classées.

Ces dépôts de carcasses d'avion constituent une installation classée soumise à autorisation, exploitée sans l'autorisation requise. En conséquence, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de la Marne de mettre l'exploitant en demeure de régulariser sa situation administrative, en évacuant ces dépôts non autorisés ou en déposant un dossier de demande

d'autorisation environnementale dans les formes prévues aux articles L181-3 et suivants du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative des installations exploitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2005, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter vise les installations classées exploitées sur l'aire de démantèlement, répertoriées dans le tableau suivant : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir du service gestionnaire, une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour ses ouvrages de rejet. L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant 2 années consécutives, sauf cas de force majeure. Constats : L'exploitant déclare que seulement 2 avions ont été démantelés, dans les années 2005-2006, et que depuis cette date il n'y a pas d'activité de démantèlement. Bien que, le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'ait pas communiqué sur un projet de reprise d'activité, ce dernier a fait savoir, par courrier du 10 mars 2023, qu'il souhaite conserver le bénéfice de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Par ailleurs, les 2 bâtiments présents à proximité des pistes et susceptibles de relever de la législation des installations classées consistent en de l'entreposage, à température ambiante ou à température régulée, sur une courte durée, de marchandises. Ces activités assimilables à de la messagerie, ne relèvent pas du régime de classement 'entrepôt de matières combustibles' (rubriques 1510/1511).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aire de démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2005, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions des eaux et des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol de cette aire de 12000 m ² est imperméable. Son étanchéité fait l'objet de contrôles périodiques. (...) Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur des aires non revêtues, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se répandre. Constats : En l'absence d'activité, cette prescription n'a pas été étudiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entreposage de moyens de transports hors d'usage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.512-1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.
Constats : Sur des terrains connexes (parcelle 512) accueillant un bâtiment de maintenance d'aéronefs pour lequel l'exploitant a contractualisé avec la société ASI, des morceaux de carcasse d'avion ont été constatés. Bien que ces dépôts soient à l'initiative de la société ASI AVIATION, c'est l'Etablissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry (EPGAV), qui a effectué la déclaration ICPE pour le bâtiment de maintenance, qui demeure responsable de ce constat. Cet entreposage de « moyen de transport hors d'usage » relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2712 de la nomenclature des installations classées. Ce dépôt constitue donc un défaut d'autorisation. A fortiori, cet entreposage s'effectue dans des conditions non-conformes en matière de prévention des pollutions de sol (zone enherbée, aire non étanche dégradée).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois